

**DELIBERATION N°2022.01.03**  
**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 19 JANVIER 2022**

L'an Deux Mille Vingt-deux, le dix-neuf janvier, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

**Présents :**

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, M CHAVET, Mme ROUX, M LAUMAIN, Mme PIERI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, M ANDREO.

**Pouvoirs :**

M BERNON donne pouvoir à Mme REIX  
Mme RAMPON donne pouvoir à Mme PIERI  
Mme LASSERON-CHANAT donne pouvoir à M COLOMBIER  
M DURAND donne pouvoir à M COLOMBIER

**Excusée :** Mme SEGURA

**Absentes :** Mme COLLET Mme PAWLOWSKI, Mme MECHAIN

Date de Convocation du Conseil Municipal : 12 janvier 2022

Nombre de Conseillers : 29      En Exercice : 29      Présents : 21      Votants : 25

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

**REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)**

**M le Maire expose au conseil municipal que :**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

**VU** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**VU** la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue sociale et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

**VU** le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat,

**VU** le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique d'Etat,

**VU** le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'Etat,

**VU** la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

**VU** l'arrêté du 27 août 2015 fixant les primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP,

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux membres du corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris pour l'application aux membres du corps des secrétaires administratifs de l'Etat des dispositions du décret du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux membres du corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux membres du corps interministériel des attachés d'administration des dispositions du décret du 20 mai 2014,

**VU** l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour application, aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'État rattachés au ministère de l'intérieur, du corps des secrétaires administratifs de l'intérieur, du corps des attachés d'administration de l'État relevant du ministère de l'intérieur, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'État,

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour application, aux corps des adjoints administratifs de l'intérieur, et de l'Outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'État,

**VU** l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour application, aux corps des adjoints techniques de l'intérieur, et de l'Outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la fonction publique d'État,

VU la délibération du 6 juillet 2016 mettant en place le RIFSEEP pour les agents de la commune de Jassans-Riottier,

VU la délibération du 13 décembre 2016 relative au RIFSEEP pour les agents de la commune de Jassans-Riottier,

VU la délibération du 7 novembre 2019 relative au RIFSEEP pour les agents de la commune de Jassans-Riottier,

Sous réserve de l'avis du Comité Technique qui se réunira en mars 2022,

Considérant qu'il est nécessaire d'intégrer les agents contractuels au RIFSEEP,

M Le Maire informe l'assemblée,

Le nouveau régime indemnitaire tient compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- D'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- Et éventuellement d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- Prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- Prendre en compte équitablement le niveau de cotation des différents postes en fonction des trois critères encadrement, expertise, et sujétion.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles exclues du dispositif RIFSEEP.

## **1 - Bénéficiaires**

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour le corps ou services de l'Etat servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois pour notre commune :

- Attachés territoriaux,
- Rédacteurs territoriaux,
- Adjoints administratifs territoriaux,
- Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles
- Educateurs des activités physiques et sportives,
- Techniciens territoriaux
- Agents de maîtrise,
- Adjoints techniques,
- Adjoints d'animation territoriaux
- Adjoints du patrimoine.

**La prime sera versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires quel que soit le temps de travail et aux agents contractuels dont le temps de travail est égal ou supérieur à 17h50 par semaine.**

Les dispositions fixant, par délibération antérieure, les modalités d'octroi du régime indemnitaire au cadre d'emplois susvisés uniquement sont abrogées.

## **2 - Montants de référence**

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés :

Groupe	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
<b>Groupe 1</b>	Expertise hautement qualifiée
<b>Groupe 2</b>	Expertise qualifiée et technicité qualifiée et confirmée
<b>Groupe 3</b>	Expertise et maîtrise
<b>Groupe 4</b>	Exécutant

Il est proposé que le plafond des montants de référence pour les cadres d'emplois visés plus haut soient fixés à :

Groupe	Montant plafond annuel	
	Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise	Complément Indemnitaire Annuel
<b>Groupe 1</b>	20 400€	3 600€
<b>Groupe 2</b>	14 650€	1 995€
<b>Groupe 3</b>	11 340€	1 260€
<b>Groupe 4</b>	11 340€	1 260€

Les montants plafonds sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

### **3 - Modulations individuelles et périodicité de versement**

#### ***A. Part fonctionnelle : IFSE***

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant peut faire l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- En cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- Et en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

La part fonctionnelle de la prime sera versée ***mensuellement***, sur la base du montant annuel individuel attribué.

#### ***B. Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir : CIA***

Il est proposé d'attribuer individuellement chaque année un complément indemnitaire aux agents en fonction de l'engagement professionnel et la manière de servir en application des conditions fixées pour l'entretien professionnel.

Le montant du complément indemnitaire annuel n'excèdera pas :

- 15% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie A,
- 12% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie B,
- 10% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie C.

La part liée à la manière de servir sera versée en 2 fractions, 300€ en juin et le solde au mois de décembre de l'année N, suivant l'évaluation annuelle de l'année N.

Cette part sera revue annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

### **4 - Modalités ou retenues pour absence**

Le versement des primes et indemnités est maintenu intégralement pendant les périodes de congés annuels, autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, congés formation professionnelle et syndicale, ainsi qu'en décharge syndicale.

La commune s'appuie sur les dispositions du décret 2010-997 du 26 août 2010 de la Fonction Publique d'Etat :

- Maladie ordinaire, accident de service ou maladie professionnelle : Les primes suivent le sort du traitement.
- Le régime indemnitaire est supprimé en cas de placement en Congé Longue Maladie (CLM) ou en Congé de Longue Durée (CLD).

Toutefois, les primes perçues au titre de la maladie ordinaire demeurent acquises jusqu'à la date de notification de la décision du comité médical de placement en CLM ou CLD.

## **5 – Maintien des montants du régime indemnitaire antérieur**

Le montant des primes concernant le régime indemnitaire antérieur au déploiement du RIFSEEP est garanti aux personnels.

Ce maintien concerne les primes et indemnités susceptibles d'être versées au titre du grade, des fonctions, des sujétions correspondant à l'emploi ainsi qu'à la manière de servir, soit :

- Nouvelle Bonification Indiciaire, selon les fonctions exercées,
- Indemnité Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour toutes les filières,
- Indemnité de travail de nuit, dimanche et jours fériés,
- Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Élections (IFCE),
- Indemnité de surveillance des cantines,
- Indemnité d'astreinte pour toutes les filières,
- G.I.P.A,
- SFT Supplément Familial de Traitement.

En ce qui concerne la **Police Municipale**, hors du dispositif RIFSEEP, pour les grades : Chef de service de la Police Municipale, brigadier-chef principal, Gardien Brigadier, les indemnités suivantes sont également maintenues :

- Indemnité spéciale de fonction,
- Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)

En application des textes de référence en vigueur et des taux applicables par grade.

L'exposé du Maire entendu,  
Après en avoir délibéré, à l'unanimité  
Le Conseil Municipal décide :

### **Article 1<sup>er</sup>**

- D'INSTAURER un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel versé selon les modalités définies ci-dessus. Les dispositions de la présente délibération prendront effet au : **1<sup>er</sup> janvier 2022**.

### **Article 2**

- D'AUTORISER M le Maire à fixer par arrêtés individuels les montants perçus par chaque agent au titre des deux parts de la prime dans le respect des principes définis ci-dessus.

### **Article 3**

- DE PREVOIR et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de ces primes.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 19 janvier 2022

Jean-Pierre REVERCHON  
Maire

